

REGLEMENT DES ASSEMBLEES

Roannais Agglomération

Conseil communautaire du 29 septembre 2022

SOMMAIRE

PREAMBULE.....	4
TITRE 1 – COMPOSITION ET RÔLE DES INSTANCES COMMUNAUTAIRES.....	5
CHAPITRE 1 – LE CONSEIL COMMUNAUTAIRE	5
Article 1 – Composition	5
Article 2 – Compétences.....	6
Article 3 – Délégations de pouvoirs.....	7
CHAPITRE 2 – LE BUREAU COMMUNAUTAIRE	7
Article 4 – Composition et élection	7
Article 5 – Attributions et fonctionnement.....	7
CHAPITRE 3 – LE PRESIDENT DE LA COMMUNAUTE D’AGGLOMERATION.....	8
Article 6 – Election.....	8
Article 7 – Attributions	8
Article 8 – Délégations de fonctions et de signature	9
TITRE 2 – REGLES DE FONCTIONNEMENT DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE.....	10
CHAPITRE 1 – REUNIONS DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE.....	10
Article 9 – Périodicité des séances	10
Article 10 – Lieu des séances.....	10
Article 11 – Convocation	10
Article 12 – Ordre du jour.....	11
Article 13 – Accès aux dossiers.....	11
Article 14 – Questions orales.....	11
Article 15 – Vœux	12
Article 16 – Questions écrites.....	12
Article 17 – Séance en téléconférence ou audioconférence.....	12
CHAPITRE 2 – LA TENUE DES SEANCES DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE	13
Article 18 – Présidence	13
Article 19 – Quorum	13
Article 20 – Suppléances et pouvoirs	14
Article 21 – Secrétariat de séance	14
Article 22 – Accès et tenue du public	14
Article 23 – Police de l'assemblée	14
Article 24 – Participation des agents communautaires et intervenants extérieurs.....	15
CHAPITRE 3 – DEBATS ET VOTE DES DELIBERATIONS	15

Article 25 – Déroulement de la séance	15
Article 26 – Débats ordinaires	15
Article 27 – Débats d'orientations budgétaires.....	16
Article 28 – Amendements.....	16
Article 29 – Suspension de séance	16
Article 30 – Clôture des discussions	16
Article 31 – Vote	16
Article 32 – Vote électronique	17
Article 33 – Enregistrement des débats	17
CHAPITRE 4 – COMPTES RENDUS DES DEBATS	18
Article 34 – Liste des délibérations	18
Article 35 – Délibérations et Procès-verbaux.....	18
Article 36 – Règles de publicité des actes administratifs règlementaires.....	18
Article 37 – Communication des procès-verbaux et autres pièces administratives	18
Article 38 – Compte rendu devant les Conseils Municipaux.....	18
<i>TITRE 3 – LES COMMISSIONS PERMANENTES ET LES AUTRES INSTANCES DE TRAVAIL ET DE CONCERTATION.....</i>	20
CHAPITRE 1 - LA CONFERENCE DES MAIRES	20
Article 39 – Composition	20
Article 40 – Attributions et fonctionnement.....	20
Article 41 – Compte rendu de la conférence des maires	21
CHAPITRE 2 - LES COMMISSIONS PERMANENTES DE TRAVAIL	21
Article 42 - Représentation des communes	21
Article 43 – Création.....	21
Article 44 – Fonctionnement.....	22
CHAPITRE 3 – LES AUTRES INSTANCES DE TRAVAIL ET DE CONCERTATION	22
Article 44 – Commissions spéciales.....	22
Article 45 – Comités consultatifs.....	23
Article 46 – Conférences des territoires.....	23
<i>TITRE 4 – DISPOSITIONS DIVERSES</i>	25
Article 47 – Groupes d'élus	25
Article 48 – Expression des groupes.....	25
Article 49 – Dispositions relatives au présent Règlement des Assemblées	26

PREAMBULE

Conformément au Code Général des Collectivités territoriales (CGCT), les dispositions relatives au fonctionnement des Conseils municipaux sont applicables aux organes délibérants des Etablissements Publics de Coopération Intercommunale (EPCI), tant qu'elles ne sont pas contraires au titre relatif à la coopération intercommunale.

En conséquence, à l'instar des Conseils municipaux des communes de plus de 3 500 habitants, le Conseil de la Communauté d'agglomération du Roannais, dénommée « Roannais Agglomération », doit se doter d'un règlement intérieur dans les conditions définies par l'article L.2121-8 du CGCT.

Le contenu du règlement intérieur est fixé librement par le Conseil qui peut adopter des règles propres de fonctionnement interne, dans le respect des dispositions législatives et réglementaires en vigueur.

Ce règlement s'inscrit notamment dans le cadre des dispositions suivantes :

- Article L.5211-1 et suivants du CGCT ;
- Article L.5216-1 et suivants du CGCT ;
- Loi d'orientation du 6 février 1992 relative à l'administration territoriale de la République ;
- Loi du 27 décembre 2020 relative à l'engagement dans la vie locale et à la proximité de l'action publique ;
- Ordonnance n° 2021-1310 du 7 octobre 2021 et Décret n° 2021-1311 du 7 octobre 2021 relatifs aux règles de publicité des actes des collectivités territoriales et établissements publics de coopération intercommunale ;
- Arrêté préfectoral n° 231/13 du 12 novembre 2013, portant création de Roannais Agglomération ;
- Arrêté préfectoral n°223/19 du 17 octobre 2019, fixant la composition du Conseil communautaire de Roannais Agglomération ;
- Arrêté préfectoral n° 34/SPR/2022 du 5 avril 2022, portant modification des statuts Roannais Agglomération ;
- Délibération du Conseil communautaire du 24 septembre 2020 portant création de la Conférence des Maires et des Commissions permanentes de travail ;
- Délibération du Conseil communautaire du 24 juin 2021 portant adoption du Pacte de gouvernance ;

TITRE 1 – COMPOSITION ET RÔLE DES INSTANCES COMMUNAUTAIRES

CHAPITRE 1 – LE CONSEIL COMMUNAUTAIRE

Article 1 – Composition

Le Conseil communautaire est composé de Conseillers titulaires et suppléants des quarante communes membres, conformément aux dispositions de l'article 1 de l'arrêté préfectoral n°223/19 du 17 octobre 2019, fixant la composition du Conseil communautaire de Roannais Agglomération.

Le nombre de sièges du Conseil communautaire est fixé à 83 titulaires, répartis comme suit :

Commune	Nombre de Conseillers
Ambierle	1 titulaire + 1 suppléant
Arcon	1 titulaire + 1 suppléant
Changy	1 titulaire + 1 suppléant
Combre	1 titulaire + 1 suppléant
Commelle-Vernay	2 titulaires
Coutouvre	1 titulaire + 1 suppléant
La Pacaudière	1 titulaire + 1 suppléant
Le Coteau	5 titulaires
Le Crozet	1 titulaire + 1 suppléant
Lentigny	1 titulaire + 1 suppléant
Les Noës	1 titulaire + 1 suppléant
Mably	5 titulaires
Montagny	1 titulaire + 1 suppléant
Noailly	1 titulaire + 1 suppléant
Notre-Dame-de-Boisset	1 titulaire + 1 suppléant
Ouches	1 titulaire + 1 suppléant
Parigny	1 titulaire + 1 suppléant
Perreux	1 titulaire + 1 suppléant
Pouilly-les-Nonains	1 titulaire + 1 suppléant

Renaion	2 titulaires
Riorges	7 titulaires
Roanne	26 titulaires
Sail-les-Bains	1 titulaire + 1 suppléant
Saint-Alban-les-Eaux	1 titulaire + 1 suppléant
Saint-André-d'Apchon	1 titulaire + 1 suppléant
Saint-Bonnet-des-Quarts	1 titulaire + 1 suppléant
Saint-Forgeux-Lespinasse	1 titulaire + 1 suppléant
Saint-Germain-Lespinasse	1 titulaire + 1 suppléant
Saint-Haon-le-Châtel	1 titulaire + 1 suppléant
Saint-Haon-le-Vieux	1 titulaire + 1 suppléant
Saint-Jean-Saint-Maurice-sur-Loire	1 titulaire + 1 suppléant
Saint-Léger-sur-Roanne	1 titulaire + 1 suppléant
Saint-Martin-d'Estreaux	1 titulaire + 1 suppléant
Saint-Rirand	1 titulaire + 1 suppléant
Saint-Romain-la-Motte	1 titulaire + 1 suppléant
Saint-Vincent-de-Boisset	1 titulaire + 1 suppléant
Urbise	1 titulaire + 1 suppléant
Villemontais	1 titulaire + 1 suppléant
Villerest	3 titulaires
Vivans	1 titulaire + 1 suppléant
Total	83 titulaires et 33 suppléants

Article 2 – Compétences

Le Conseil règle par ses délibérations, les affaires qui sont de la compétence de la Communauté d'Agglomération. Ses compétences obligatoires et facultatives sont fixées dans les statuts comme le prévoient les articles L5216-5 et L5211-17 du CGCT.

Lorsque l'exercice des compétences obligatoires est subordonné à la reconnaissance de leur intérêt communautaire, cet intérêt est déterminé à la majorité des deux tiers des membres du Conseil communautaire. Il est défini au plus tard deux ans après l'entrée en vigueur de l'arrêté prononçant le transfert de compétence. A défaut la Communauté d'agglomération exerce l'intégralité de la compétence transférée.

Le Conseil communautaire vote chaque année son budget et adopte le compte administratif.

Article 3 – Délégations de pouvoirs

Conformément à l'article L 5211-10 du CGCT, le Conseil communautaire peut déléguer une partie de ses attributions au Président d'une part, et au Bureau d'autre part, à l'exception :

- 1° Du vote du budget et de la fixation des taux ou tarifs des taxes ou redevances ;
- 2° De l'approbation du compte administratif ;
- 3° Des dispositions à caractère budgétaire prises par un établissement public de coopération intercommunale à la suite d'une mise en demeure intervenue en application de l'article L1612-15 ;
- 4° Des décisions relatives aux modifications des conditions initiales de composition, de fonctionnement et de durée de l'établissement public de coopération intercommunale ;
- 5° De l'adhésion de l'établissement à un établissement public ;
- 6° De la délégation de la gestion d'un service public ;
- 7° Des dispositions portant orientation en matière d'aménagement de l'espace communautaire, d'équilibre social de l'habitat sur le territoire communautaire et de politique de la ville.

Lors de chaque réunion de l'organe délibérant, le Président doit rendre compte des travaux du Bureau et des attributions exercées par délégation de l'organe délibérant.

CHAPITRE 2 – LE BUREAU COMMUNAUTAIRE

Article 4 – Composition et élection

Le Bureau communautaire est composé du Président et des Vice-présidents et, éventuellement, d'un ou plusieurs autres membres élus par le Conseil parmi ses membres, dans les conditions prévues aux articles L 5211-2, L 2122-4 à L2122-7 et L 2122-10 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Le nombre de Vice-présidents ne peut être supérieur à 20 %, arrondi à l'entier supérieur, de l'effectif total de l'organe délibérant, ni ne peut excéder 15 Vice-présidents.

Par délibération du 10 juillet 2020, le Conseil communautaire a fixé le nombre de membres du Bureau à 25, dont 10 membres autres que le Président et les Vice-présidents.

Article 5 – Attributions et fonctionnement

Le Président du Conseil communautaire préside le Bureau. Le Bureau a un double rôle.

5.1- Bureau instructeur

Le Bureau instructeur prépare les réunions du Conseil communautaire : il propose au Président l'ordre du jour et examine les projets de délibération de l'assemblée délibérante.

Le Bureau instructeur peut également discuter de tous les sujets se rapportant à l'organisation ou à l'action de la Communauté d'agglomération.

Les membres du Bureau peuvent décider d'élargir une partie de leur réunion aux membres des commissions de travail, à des experts, cabinets, maîtres d'œuvres, responsables d'institutions ou associations auxquels Roannais agglomération a confié une mission ou qui peuvent apporter des éléments d'informations et de réflexion sur des dossiers dont la Communauté est saisie.

Les réunions ne sont pas publiques.

5.2- Bureau délibératif

Le Bureau communautaire peut recevoir délégation de certaines attributions du Conseil communautaire et prendre à cet effet des délibérations de Bureau. (cf article 3). Dans cette configuration, le dossier des délibérations de Bureau est envoyé et instruit selon les mêmes conditions de forme et de procédure que le dossier du Conseil Communautaire.

Les réunions du Bureau délibératif sont publiques.

Le procès-verbal de la réunion est établi à chaque séance et approuvé par les membres du Bureau lors de la réunion suivante.

Les délibérations prises dans ce cadre font également l'objet d'un compte-rendu par le Président, devant le Conseil communautaire qui en prend acte.

CHAPITRE 3 – LE PRESIDENT DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION

Article 6 – Election

Le Président est élu lors de la séance d'installation du Conseil communautaire.

Cette séance est présidée par le plus âgé des membres du Conseil.

Le Président de la Communauté est élu parmi les membres du Conseil au scrutin secret et à la majorité des suffrages exprimés aux deux premiers tours, et à la majorité relative au troisième tour. En cas d'égalité des suffrages, le plus âgé est déclaré élu.

Article 7 – Attributions

Le Président est l'organe exécutif de la Communauté.

Il prépare et exécute les délibérations de l'organe délibérant de la Communauté.

Il est l'ordonnateur des dépenses et il prescrit l'exécution des recettes de la Communauté.

Il est le chef des services de la Communauté et la représente en justice.

Le Président peut recevoir délégation de certaines attributions du Conseil communautaire, et prendre à cet effet des décisions (cf article 3).

Le Président peut être suppléé dans ses fonctions par un Vice-président dans l'ordre du tableau.

Les décisions prises dans ce cadre font l'objet d'un compte rendu devant le Conseil communautaire qui en prend acte.

Article 8 – Délégations de fonctions et de signature

Le Président peut, par arrêté, dans les conditions prévues à l'article L5211-9 du CGCT :

- déléguer une partie de ses fonctions à un ou plusieurs Vice-présidents ou en cas d'empêchement de ces derniers ou dès lors que ceux-ci sont tous titulaires d'une délégation, à d'autres membres du Bureau communautaire ;
- déléguer sa signature au directeur général, aux directeurs généraux adjoints et aux responsables de services.

Ces délégations de fonctions et de signature s'exercent sous la surveillance et la responsabilité du Président.

TITRE 2 – REGLES DE FONCTIONNEMENT DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE

Conformément à l'article L5211-1 du CGCT, les règles de fonctionnement du Conseil sont celles prévues aux articles L2121-7 et suivants.

CHAPITRE 1 – REUNIONS DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE

Article 9 – Périodicité des séances

Le Conseil communautaire se réunit au moins une fois par trimestre. Le Président peut également réunir le Conseil chaque fois qu'il le juge utile.

Le Président est tenu de le convoquer dans un délai maximal de 30 jours quand la demande motivée lui est faite par le représentant de l'Etat dans le département ou par le tiers au moins des membres du Conseil communautaire en exercice. En cas d'urgence, le représentant de l'Etat dans le département peut abréger ce délai.

Un calendrier semestriel des séances à valeur indicative est transmis aux Conseillers communautaires.

Article 10 – Lieu des séances

Le Conseil communautaire se réunit à l'espace Chorum de la Halle André Vacheresse, Chemin des Vernes, 42300 à Roanne, ou au siège de Roannais Agglomération, ou dans n'importe quel lieu situé dans le périmètre communautaire.

Article 11 – Convocation

La convocation est établie par le Président de la Communauté. Elle est accompagnée de l'ordre du jour de la séance et d'une note explicative de synthèse sur les affaires soumises à délibération. Un avis de séance publique est affiché au siège de la Communauté d'agglomération et des communes membres.

Une copie de la convocation, de l'ordre du jour et de la note explicative de synthèse est adressée, par voie dématérialisée, aux Conseillers communautaires, titulaires et suppléants, et aux Conseillers municipaux des communes membres de Roannais Agglomération sauf s'ils font le choix d'une transmission par écrit à leur domicile ou à une autre adresse

La note explicative de synthèse est aussi envoyée dans chaque mairie où elle doit être consultable.

Le délai de convocation est fixé à 5 jours francs. Cependant, en cas d'urgence, ce délai peut être abrégé par le Président sans pouvoir toutefois être inférieur à un jour franc. Le Président en rend compte dès l'ouverture de la séance du Conseil Communautaire, qui se prononce sur l'urgence et peut décider le renvoi de la discussion pour tout ou partie à l'ordre du jour d'une séance ultérieure.

Article 12 – Ordre du jour

L'ordre du jour est fixé par le Président sur proposition du Bureau Communautaire.

Dans le cas où la séance se tient sur demande du représentant de l'Etat ou de Conseillers communautaires, le Président est tenu de mettre à l'ordre du jour les affaires qui font l'objet de la demande.

Article 13 – Accès aux dossiers

Tout membre du Conseil communautaire a le droit dans le cadre de sa fonction, d'être informé des affaires de la Communauté d'agglomération faisant l'objet d'une délibération.

La Communauté d'agglomération assure la diffusion de l'information auprès de ses membres élus par les moyens matériels qu'elle juge les plus appropriés.

Les Conseillers communautaires peuvent consulter les dossiers préparatoires sur place, au siège de la Communauté d'agglomération et aux jours et heures ouvrables. Ils disposent également d'un accès numérique ou ils peuvent consulter les rapports relatifs aux questions inscrites à l'ordre du jour du Conseil.

Si la délibération concerne un contrat de service public, le projet de contrat ou de marché public accompagné de l'ensemble des pièces peut, à sa demande, être consulté au siège de la communauté d'agglomération par tout Conseiller communautaire dans un délai de 5 jours précédant la date de la délibération et aux heures d'ouverture des services.

Article 14 – Questions orales

Les Conseillers communautaires ont le droit d'exposer en séance du Conseil des questions orales portant exclusivement sur des sujets communautaires.

Ces questions sont posées en fin de séance dans la limite de deux questions par élu. Le jour de la séance, à l'invitation du Président, le Conseiller communautaire expose sa question en trois minutes maximum. Après la réponse, l'auteur de la question dispose d'un droit de réplique dont la durée ne peut excéder deux minutes. Le Président peut y répliquer.

Après l'exposé de la question par son auteur, le Président ou le rapporteur répond directement à l'oral ou indique qu'une réponse sera communiquée par écrit, sauf si la question ne relève pas d'une affaire intercommunale.

Ces questions orales ne donnent pas lieu à délibération ni à un vote particulier. S'il apparaît au Président qu'une question nécessite une instruction spécifique pour sa réponse, celle-ci sera apportée ultérieurement après réalisation de l'étude. De plus, si le nombre de questions le justifie, le Président peut décider d'en traiter une partie, plus ou moins importante, dans le cadre d'une séance ultérieure.

Un Conseiller peut retirer sa question à tout moment s'il estime qu'elle n'a plus lieu d'être.

Le texte des questions orales est adressé par courriel auprès du Président, à l'adresse du directeur général, 48 heures au moins avant la date de réunion du Conseil.

Les questions déposées après l'expiration du délai susvisé seront traitées lors de la séance ultérieure la plus proche, sauf si les Conseillers concernés y renoncent.

Article 15 – Vœux

Chaque membre du Conseil communautaire peut adresser au Président, sous couvert du Directeur Général, des vœux.

Le vœu consiste en l'expression d'un souhait par le Conseil communautaire. Il n'est pas décisoire et ne produit pas d'effet juridique. Le vœu peut porter sur tout objet d'intérêt local, quand bien même il échapperait à la compétence du Conseil communautaire, sous réserve qu'il ait une incidence particulière sur la vie de la communauté d'agglomération. Le Conseil peut donc émettre des vœux à caractère politique ou sur des objets qui relèvent de la compétence d'autres personnes publiques, dès lors qu'ils présentent un intérêt local.

Les vœux sont mis aux voix à la fin de la séance.

Ils devront être déposés auprès de la direction générale au moins quarante-huit heures avant la séance.

Article 16 – Questions écrites

Chaque membre du Conseil communautaire peut adresser au Président, sous couvert du Directeur Général, des questions écrites sur tout sujet se rapportant à la Communauté d'agglomération, même en dehors de l'ordre du jour du Conseil communautaire.

Une réponse écrite sera apportée par le Président ou le Vice-président concerné.

Article 17 – Séance en téléconférence ou audioconférence

A la demande du Président de Roannais Agglomération, le Conseil communautaire pourra se tenir par téléconférence. La séance se tient par visioconférence ou à défaut par audioconférence.

Le Conseil communautaire désigne par délibération les salles équipées du système de téléconférence dans les communes membres en s'assurant que ces lieux respectent le principe de neutralité et garantissent les conditions d'accessibilité et de sécurité.

Lorsque le Conseil communautaire se tient par téléconférence, il en est fait mention sur la convocation. Ce document est publié ou affiché au siège de l'établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre, sur son site internet, ainsi que dans les salles désignées par le Conseil communautaire.

Sont exclus de l'inscription à l'ordre du jour, les points suivants :

- élection du Président,
- élection des membres du bureau ;
- adoption du budget ;
- application de l'article L. 2121-33 du CGCT soit la désignation des délégués de Roannais Agglomération aux divers organismes extérieurs.

A l'initiative du Président, la réunion du Conseil communautaire débute lorsque l'ensemble des Conseillers communautaires ont, dans les salles désignées comme lieux de réunion de ce Conseil, un accès effectif aux moyens de transmission. Les débats sont clos par le Président.

Le quorum est apprécié en fonction de la présence des Conseillers communautaires dans les différents lieux de réunion.

Les votes ne pourront avoir lieu qu'au scrutin public. Le caractère public des délibérations et des votes est assuré dans les salles équipées d'un système de téléconférence, lesquelles sont rendues accessibles au public.

En cas d'adoption d'une demande de vote secret, le Président reporte ce point de l'ordre du jour à une séance ultérieure. Cette séance ne peut se tenir par téléconférence.

Un agent de l'établissement est présent pendant toute la durée de la réunion du Conseil communautaire et assure les fonctions d'auxiliaire du secrétaire de séance.

A ce titre :

- il recense les entrées et sorties du ou des Conseillers communautaires présents ainsi que les pouvoirs éventuels dont ils bénéficient.
- Il assure également le fonctionnement technique du système de téléconférence et toutes autres missions pouvant lui être demandées par le secrétaire de séance.

CHAPITRE 2 – LA TENUE DES SEANCES DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE

Article 18 – Présidence

Le Président, et à défaut celui qui le remplace, préside le Conseil communautaire.

Le Président procède à l'ouverture et clos les séances.

Il vérifie que le quorum est atteint et la validité des pouvoirs. Il dirige les débats, proclame les résultats des votes. Il peut prononcer l'interruption des débats ainsi qu'une suspension de la séance.

Lors des séances où le compte administratif est débattu, le Conseil désigne un nouveau Président parmi les Vice-présidents pour la durée du débat et du vote. Dans ce cas, le Président peut assister à la discussion mais doit toutefois se retirer au moment du vote.

Article 19 – Quorum

Le Conseil communautaire ne peut délibérer que lorsque la majorité de ses membres en exercice assiste à la séance (plus de la moitié des membres). Seuls les Conseillers (titulaires ou suppléants) physiquement présents sont pris en considération, les procurations n'étant pas décomptées.

Le quorum doit être atteint non seulement à l'ouverture de chaque séance, mais aussi lors de la mise en discussion de toute question soumise à délibération. Toutefois, lorsque le débat est déjà engagé, les élus qui se retirent avant que n'intervienne le vote sont considérés comme s'étant abstenus.

Si, après une première convocation régulièrement faite, ce quorum n'est pas atteint, le Conseil communautaire est à nouveau convoqué à trois jours au moins d'intervalle. Il délibère alors valablement sans condition de quorum.

Article 20 – Suppléances et pouvoirs

Un Conseiller communautaire empêché d'assister à une séance peut se faire représenter par un Conseiller suppléant de sa commune si elle dispose d'un suppléant. Le suppléant exerce l'ensemble des prérogatives du titulaire, il dispose d'une voix délibérative et peut recevoir un pouvoir

Dans la mesure du possible, le Conseiller titulaire absent doit informer le Président de son empêchement ou de son absence au moins 6 heures avant la réunion du Conseil.

Au cas où le Conseiller suppléant d'une commune est empêché, ou si la commune ne dispose pas de Conseiller suppléant, un Conseiller titulaire absent peut donner à un Conseiller de son choix, titulaire ou suppléant un pouvoir écrit de voter en son nom. Un même Conseiller ne peut être porteur que d'un seul pouvoir.

Le pouvoir donné par un Conseiller empêché ou absent à un autre délégué n'entre pas dans le calcul du quorum.

Le pouvoir, toujours révocable, peut-être valable pour plusieurs séances consécutives dans la limite de trois (hormis cas de maladie). Rien n'empêche cependant son renouvellement au nom du même Conseiller ou d'un autre Conseiller.

Le mandataire remet son pouvoir au Président de séance avant le début de la séance.

Article 21 – Secrétariat de séance

Au début de chacune des séances, le Conseil communautaire approuve la désignation d'un de ses membres pour remplir les fonctions de Secrétaire, sur proposition du Président.

Le secrétaire de séance assiste le Président pour la vérification du quorum et celle de la validité des pouvoirs, de la constatation des votes et du bon déroulement des scrutins. Il contrôle l'élaboration du procès-verbal de séance et le signe avec le Président.

Article 22 – Accès et tenue du public

Les séances du Conseil communautaire sont publiques.

Le public doit observer le silence durant toute la durée de la séance. Toutes marques d'approbation ou de désapprobation sont interdites.

Sur la demande de 3 membres du Conseil communautaire ou du Président, l'assemblée délibérante peut décider, sans débat, à la majorité absolue des membres présents ou représentés, de se réunir à huis clos. Dans ce cas le public, ainsi que les représentants de la presse doivent se retirer.

Les séances peuvent être retransmises par des moyens de communication audiovisuelle.

Article 23 – Police de l'assemblée

Le Président de séance a seul la police de l'assemblée. Il rappelle à l'ordre le Conseiller qui tient des propos contraires à la loi, au règlement ou aux convenances. Il peut faire expulser de l'auditoire ou arrêter tout individu qui troublerait l'ordre de la séance.

En cas de crime ou de délit, il en dresse un procès-verbal et le procureur de la République en est immédiatement saisi.

Il appartient au Président de prendre les mesures de police des séances concernant le cadre dans lequel se déroule les débats, le comportement des participants et des personnes qui assistent aux séances.

Article 24 – Participation des agents communautaires et intervenants extérieurs

Les agents communautaires ou des personnes qualifiées concernés par l'ordre du jour, peuvent assister aux séances du Conseil communautaire. Ils ne prennent la parole que sur invitation expresse du Président et restent tenus à l'obligation de réserve telle qu'elle est définie dans le cadre du statut de la fonction publique.

CHAPITRE 3 – DEBATS ET VOTE DES DELIBERATIONS

Article 25 – Déroulement de la séance

Le Président procède à l'appel des Conseillers, constate le quorum, proclame l'ouverture de la séance si celui-ci est atteint, cite les pouvoirs reçus.

Il demande au Conseil communautaire de nommer un secrétaire de séance.

Il demande l'approbation du procès-verbal de la séance précédente et prend note des rectifications éventuelles.

Le Président rend compte des décisions prises par lui-même et par le Bureau communautaire délibératif en vertu de la délégation du Conseil communautaire, conformément aux dispositions de l'article L5211-10 du CGCT.

Le Président appelle les affaires figurant à l'ordre du jour, en suivant le rang d'inscription.

Une modification dans l'ordre des affaires soumises à délibération peut être proposée par le Président à son initiative, ou à la demande d'un membre, au Conseil communautaire qui l'accepte à la majorité absolue.

Chaque affaire fait l'objet d'une présentation orale par le Président ou le rapporteur désigné par le Président.

Article 26 – Débats ordinaires

La parole est accordée par le Président aux membres du Conseil communautaire qui la demandent. Nul ne parle plus de deux fois sur la même question, sauf si le Président de séance l'y autorise. L'orateur ne s'adresse qu'au Président et au Conseil.

Le temps de parole est limité à 3 minutes environ pour la première intervention et à 2 minutes environ pour la seconde. Le Président peut demander à l'orateur de conclure s'il lui apparaît que le temps de parole est dépassé.

Lors du débat d'orientations budgétaires, du débat général sur le budget primitif ou sur le compte administratif, il est demandé que la première intervention soit limitée à 10 minutes environ et la seconde, le cas échéant, à 5 minutes environ.

Lorsqu'un membre du Conseil communautaire s'écarte de la question traitée ou qu'il trouble le bon déroulement de la séance par des interruptions ou des attaques personnelles, la

parole peut lui être retirée par le Président qui peut alors faire, le cas échéant, application des dispositions prévues à l'article 22 du présent règlement.

A la demande d'un dixième au moins des membres du Conseil communautaire, un débat portant sur la politique générale de la communauté d'agglomération est organisé lors de la réunion suivante du Conseil communautaire. L'application de cette disposition ne peut donner lieu à l'organisation de plus d'un débat par an.

Article 27 – Débats d'orientations budgétaires

Un débat a lieu au Conseil communautaire sur les orientations générales du budget ainsi que sur les engagements pluriannuels envisagés, dans un délai de 2 mois précédant l'examen du budget.

Pour la préparation de ce débat, il est mis à disposition des membres du Conseil, 5 jours avant la séance, des données synthétiques sur la situation financière de la Communauté d'agglomération contenant notamment des éléments d'analyse rétrospective et prospective.

Un exemplaire dématérialisé du Rapport d'Orientation Budgétaire, du Rapport Développement Durable et du Rapport Egalité entre les Femmes et les Hommes sont adressés par voie dématérialisée à chaque Conseiller communautaire et Conseiller municipal des communes membres de Roannais Agglomération.

Article 28 – Amendements

Le droit d'expression et de proposition de chacun des membres doit être respecté.

Ainsi les amendements ou contre-projets peuvent être proposés sur toutes affaires en discussion soumises au Conseil communautaire. Toute demande devra être adressée par écrit au Président de la Communauté d'agglomération, sous couvert du Directeur Général, au plus tard 48 heures avant le début de la séance du Conseil communautaire.

Article 29 – Suspension de séance

Une suspension de séance peut être décidée par le Président de séance. Il peut également mettre aux voix toute demande de suspension émanant d'un membre du Conseil.

Il revient au Président de fixer la durée de la suspension de séance.

Article 30 – Clôture des discussions

Il appartient au Président de séance de mettre fin au débat.

Article 31 – Vote

Les délibérations sont prises à la majorité absolue des suffrages exprimés, sauf cas prévus par les textes.

En cas de partage, sauf le cas de scrutin secret, la voix du Président est prépondérante. Le vote a lieu au scrutin public.

Il est voté au scrutin secret :

- 1) Soit lorsqu'un tiers des membres présents le réclame,

- 2) Soit lorsqu'il y a lieu de procéder à une nomination ou à une représentation. Le Conseil communautaire peut décider, à l'unanimité, de ne pas procéder au scrutin secret aux nominations ou aux représentations, sauf dispositions législatives ou réglementaires prévoyant expressément ce mode de scrutin.

Le Conseil communautaire vote de l'une des cinq manières suivantes :

- à main levée
- au scrutin secret
- par assis et levé
- par voie électronique

Pour chaque décompte de vote, le Président annonce le nombre de vote contre et le nombre d'abstention. Il cite également le nom des élus qui votent contre ou qui s'abstiennent.

Le vote du compte administratif présenté annuellement doit intervenir avant le 30 juin de l'année suivant l'exercice. Il est arrêté si une majorité de voix ne s'est pas dégagée contre son adoption.

Article 32 – Vote électronique

Le recours au vote électronique est autorisé à la discrétion du Président.

Un boîtier destiné au vote électronique sera alors remis à chaque membre du Conseil communautaire en début de séance.

Au début de la séance, comme en cours de séance, le détenteur d'un pouvoir dûment établi se voit remettre le boîtier de son mandant.

Si après annonce du résultat du vote électronique un membre du Conseil souhaite s'assurer de l'exactitude de son vote, il doit en faire la demande publiquement auprès du Président avant l'examen de la question suivante. Mention sera faite de sa demande orale et du sens de son vote au procès-verbal de la séance.

Si un élu quitte la séance avant la fin de celle-ci, il peut remettre son boîtier de vote à un autre élu à condition d'établir un pouvoir écrit dans les conditions de l'article 19 de la présente convention. Un même élu ne peut donc être détenteur de plus d'un pouvoir.

Si aucun pouvoir écrit n'est établi, l'élu doit remettre son boîtier aux auxiliaires du secrétaire de séance à l'entrée de la salle où se tient le Conseil communautaire.

Article 33 – Enregistrement des débats

La séance fait l'objet d'un enregistrement vidéo qui peut être consulté sur le site internet de la Communauté d'Agglomération. Le procès-verbal écrit vient en appui de cet enregistrement des débats.

CHAPITRE 4 – COMPTES RENDUS DES DEBATS

Article 34 – Liste des délibérations

Dans un délai d'une semaine suivant la séance du Conseil communautaire, la liste des délibérations du Conseil communautaire est affichée au siège de Roannais Agglomération et mise en ligne sur son site internet. Cette liste est également adressée aux Conseillers municipaux non-membres du Conseil communautaire dans un délai d'un mois suivant chaque séance.

Article 35 – Délibérations et Procès-verbaux

Les délibérations sont inscrites par ordre de date dans un registre. Elles sont extraites du procès-verbal de la séance et signées par le Président et le Secrétaire de séance.

Les séances publiques du Conseil communautaire sont enregistrées et donnent lieu à l'établissement d'un procès-verbal.

Le procès-verbal de chaque séance est adopté au commencement de la séance suivante. Il doit être signé par le Président et le Secrétaire de séance et mis en ligne sur le site internet dans la semaine qui suit la séance au cours de laquelle il a été approuvé. Dans ce même délai, ce PV est adressé aux Conseillers municipaux des Communes membres de l'EPCI non-membres du Conseil.

Article 36 – Règles de publicité des actes administratifs réglementaires

Les délibérations, décisions et arrêtés à caractère réglementaire font l'objet d'une publication électronique durant deux mois au minimum sur le site internet de Roannais Agglomération.

La publication électronique des actes sur le site internet de Roannais Agglomération et la transmission au représentant de l'État confèrent à la délibération, à l'arrêté et à la décision du Président le caractère d'un acte exécutoire.

Article 37 – Communication des procès-verbaux et autres pièces administratives

Toute personne, physique ou morale, a le droit de demander communication et de prendre copie totale ou partielle des procès-verbaux du Conseil communautaire, des budgets et des comptes de la Communauté d'agglomération.

Le Conseil Communautaire peut fixer par délibération librement le montant des frais mis à la charge de la personne qui sollicite la reproduction d'un document administratif.

Article 38 – Compte rendu devant les Conseils Municipaux

Le Président de la Communauté adresse chaque année au Maire de chaque commune membre avant le 30 septembre, un rapport retraçant l'activité de la Communauté accompagné du compte administratif approuvé par le Conseil Communautaire.

L'article L5211-39 du CGCT prévoit que le Président de l'établissement public de coopération intercommunale peut être entendu, à sa demande, par le Conseil municipal de chaque commune membre ou à la demande de ce dernier.

En application de l'article L5211-39 du CGCT les délégués de la commune rendent compte au moins 2 fois par an au Conseil municipal de l'activité de la Communauté d'agglomération.

TITRE 3 – LES COMMISSIONS PERMANENTES ET LES AUTRES INSTANCES DE TRAVAIL ET DE CONCERTATION

CHAPITRE 1 - LA CONFERENCE DES MAIRES

Article 39 – Composition

La Conférence des Maires est composée du Président de la Communauté d'agglomération, et du Maire de chaque commune membre de Roannais agglomération.

Peuvent participer à la conférence des Maires, les Vice-Présidents et les délégués communautaires de Roannais Agglomération, les membres de la Direction Générale de la communauté d'agglomération, les Directeurs Généraux des Services ou les secrétaires de mairie des communes membres, ainsi que les collaborateurs de cabinet.

Seul le Maire est convoqué aux séances de la Conférence des Maires.

En cas d'indisponibilité, le Maire peut se faire représenter par un membre de son Conseil, après information préalable du Président.

Article 40 – Attributions et fonctionnement

La Conférence des Maires est une instance de concertation.

Elle se réunit au moins 4 fois par an, sous la présidence du Président de la Communauté d'agglomération qui en convoque les membres. La convocation précise la date, le lieu, l'heure et l'ordre du jour de chaque séance. Elle est adressée aux maires 5 jours avant la séance.

Les maires peuvent demander l'inscription d'un point à l'ordre du jour par courrier électronique auprès du Président, sous couvert du Directeur Général.

En cas d'urgence, le délai de convocation peut être abrégé par le Président sans être inférieur à un jour.

Elle permet notamment :

- au Président de la Communauté d'agglomération : de recueillir les avis des Maires des communes membres sur les orientations stratégiques de la Communauté d'agglomération et sur les affaires communautaires ;
- aux Maires : d'être tenus informés des projets et des interventions de la Communauté d'agglomération.

La Conférence des Maires émet des avis et des propositions à la majorité des membres présents, sans qu'un quorum soit exigé.

Le Président peut inviter toute personne qualifiée dans le cas où une question particulière intéressant une compétence de la communauté d'agglomération serait inscrite à l'ordre du jour. Les séances ne sont pas publiques.

Article 41 – Compte rendu de la conférence des maires

Les comptes rendus et les avis émis par la conférence des maires sont adressés par voie dématérialisée à tous les Conseillers communautaires ainsi qu'à tous les Conseillers municipaux des communes membres de Roannais Agglomération.

CHAPITRE 2 - LES COMMISSIONS PERMANENTES DE TRAVAIL

Article 42 - Représentation des communes

Chaque commune a la possibilité d'être représentée dans les commissions selon les modalités suivantes :

Commune de de moins de 5 000 habitants : 1 titulaire, 1 suppléant

Commune de 5 001 à 10 000 habitants : 2 titulaires, 2 suppléants

Commune de 10 001 à 30 000 habitants : 3 titulaires, 3 suppléants

Commune de plus de 30 001 habitants : 4 titulaires, 4 suppléants

Les représentants des communes peuvent être soit des Conseillers communautaires titulaires ou suppléants, soit des élus désignés parmi les membres du Conseil municipal.

Chaque Conseiller communautaire titulaire doit siéger dans au minimum une commission.

Dans les commissions permanentes de travail, un Conseiller empêché ou absent peut être remplacé par un autre membre du Conseil municipal de sa commune.

Par ailleurs, les élus municipaux suppléant le Maire ou ayant reçu délégation peuvent assister aux commissions, sans participer aux votes après accord du Président de la commission.

Article 43 – Création

Il est créé cinq commissions permanentes de travail :

- Commission Ressources : finances, commande publique, aménagement de l'espace, moyens généraux et mutualisation.
- Commission Développement : développement économique et emploi, aéroport, Scarabée, équipements sportifs et politiques associées (dont le sport de haut niveau, enseignement supérieur, développement numérique et développement rural.
- Commission Environnement : environnement et espaces naturels, assainissement, agriculture, cycle de l'eau, voirie, énergie et développement durable, déchets ménagers, transports et déplacements.
- Commission Cohésion sociale et habitat : action sociale, petite enfance, enfance, jeunesse, gérontologie, politique de la ville, précarité, santé, habitat et gens du voyage.

- Commission Culture et Tourisme : lecture publique, enseignements artistiques, métiers d'Art, politique culturelle et tourisme.

Article 44 – Fonctionnement

Le président de la communauté d'agglomération est président de droit de toutes les commissions.

Au cours de la première réunion des commissions, les membres désignent un vice-président qui peut présider les séances en cas d'absence ou d'empêchement du président.

Chaque vice-président et Conseiller délégué de Roannais Agglomération est membre de droit de la ou des commissions traitant des sujets identifiés dans son champ de délégation.

Le président de la commission (président de Roannais Agglomération) ou le vice-président de la commission (désigné par les membres de la commission) établit l'ordre du jour.

Les commissions se réunissent selon un calendrier prévisionnel arrêté par le président ou le vice-président de la commission. Elles se réunissent au minimum 1 fois par an.

Les commissions instruisent les affaires qui leur sont soumises et peuvent proposer des contributions relatives aux projets de délibération intéressant leur secteur d'activité.

Elles ont un rôle consultatif et n'ont pas de pouvoir de décision. Elles émettent leur avis à la majorité des membres présents sans qu'un quorum soit exigé.

La parole de l'exécutif en commission ne peut être que celle des vice-présidents concernés.

Les convocations et ordres du jour des commissions sont adressés à titre informatif à tous les conseillers communautaires qui peuvent y participer sans droit de vote.

Des agents communautaires ou communaux, des personnalités qualifiées peuvent être invitées pour auditions, témoignages ou expertises, aux travaux de la commission si leur objet le nécessite et si le Président de la commission ou son représentant en accepte la demande.

L'ordre du jour et le compte rendu des commissions sont transmis aux membres du bureau dans les 30 jours qui suivent la tenue de la réunion. Les séances ne sont pas publiques

CHAPITRE 3 – LES AUTRES INSTANCES DE TRAVAIL ET DE CONCERTATION

Article 44 – Commissions spéciales

Le Conseil communautaire peut décider de la création de commissions spéciales pour l'examen d'une ou plusieurs affaires. Il en fixe la composition.

Les activités de la commission spéciale cessent dès que l'affaire pour laquelle elle a été créée a été instruite. Les séances des commissions spéciales ne sont pas publiques.

Article 45 – Comités consultatifs

En application de l'article L5211-49-1 du CGCT, le Conseil communautaire peut créer des comités consultatifs sur toutes les affaires d'intérêt intercommunal relevant de sa compétence sur tout ou partie du territoire communautaire. Leur fonctionnement intervient dans les conditions prévues par la loi.

Article 46 – Conférences des territoires

Le Pacte de Gouvernance conclut entre Roannais Agglomération et ses Communes membres crée les Conférences de territoire

46.1 – Découpage territorial

Afin d'assurer une certaine cohérence territoriale au sein de ces nouvelles instances et de prévoir les conditions les plus propices au débat, il a été décidé de découper le territoire de Roannais Agglomération en quatre secteurs regroupant chacun 10 communes proches géographiquement, tel qu'il est présenté dans le schéma ci-dessous :

Cartographie des conférences de territoires



46.2 – Fréquence

Chaque conférence de territoires relative aux quatre secteurs désignés se tiendra à minima 1 fois par an, dans la limite de 2 rencontres annuelles.

46.3 – Modalités d'organisation

Afin de permettre aux acteurs des territoires, en particulier les Maires et les conseillers municipaux, d'être pleinement acteurs de ces nouvelles instances, il est prévu que :

- les Maires de chaque secteur organisent matériellement chaque rencontre : proposition de date, réservations et organisation de la salle...) et établissent la liste des participants ;
- une "Foire aux questions" (FAQ) soit ouverte pour permettre aux Maires de fixer les points à l'ordre du jour, 15 jours avant chaque séance. Les points abordés pourront traiter de sujets communaux/intercommunaux.
- l'ordre du jour soit ensuite soumis à validation du Président puis envoyé avec la convocation par les services de l'agglomération ;

46.4 – Participants

Les conférences de territoires émanent de la volonté de Roannais Agglomération de rapprocher son exécutif au plus près des élus municipaux de chacune des communes. Il est donc prévu d'associer à chacune de ces rencontres :

- Le Président de Roannais Agglomération ou son représentant ;
- Un ou plusieurs Vice-Présidents ;
- Les conseillers délégués selon les sujets abordés à l'ordre du jour ;

Les débats sont organisés avec les Maires de chaque secteur accompagné d'un conseiller municipal au minimum (au libre choix du Maire) dans la limite de quatre élus maximums par commune. Ces conseillers peuvent changer d'une conférence à l'autre.

TITRE 4 – DISPOSITIONS DIVERSES

Article 47 – Groupes d'élus

47.1 – Constitution

Les Conseillers communautaires peuvent constituer des groupes d'élus. Ces groupes de Conseillers comprennent au minimum 15 élus titulaires. Un groupe d'élus peut être constitué à tout moment.

Les groupes d'élus se constituent par la remise au Président d'une déclaration signée de chacun des membres, accompagnée de la liste des délégués et de leur représentant.

47.2 – Moyens matériels

Des moyens matériels peuvent être mis à disposition des groupes de délégués exclusivement. Il peut s'agir :

- un local administratif,
- du matériel de bureau,
- la prise en charge de leurs frais de documentation, de courrier et de télécommunications.

Le Conseil communautaire fixe par délibération les moyens mis à disposition des groupes d'élus.

Article 48 – Expression des groupes

Conformément à l'article L 2121-27-1 du Code Général des Collectivités Territoriales, un espace est réservé dans le bulletin d'information de Roannais Agglomération à l'expression des groupes d'élus.

La longueur du texte ne devra pas excéder 2 000 signes, sans photo, ni logo (espaces, ponctuation et signature compris). Le texte ne devra traiter que de sujets relatifs à l'intercommunalité ou de questions d'intérêt communautaire.

Un bon à tirer sera présenté une fois la mise en page faite, et toute correction pourra être apportée, sans que le texte soit profondément remanié.

Chaque groupe devra communiquer son texte dans les délais fixés par les services pour son intégration dans le bulletin d'information.

Un espace d'expression des groupes d'élus est également réservé sur le site internet de la Communauté d'agglomération.

De plus conformément à l'article L 2121-22 du Code Général des Collectivités Territoriales, les Conseillers de l'opposition doivent siéger au sein des commissions facultatives créées par le Conseil, ces dernières devant respecter le principe de la représentation proportionnelle pour permettre l'expression pluraliste des élus au sein de l'assemblée communale.

A cet effet, chacune des tendances représentées au sein du Conseil doit avoir au moins un représentant dans toutes les commissions qui sont créées.

Article 49 – Dispositions relatives au présent Règlement des Assemblées

L'adoption du Règlement des Assemblées relève de la compétence du Conseil communautaire.

Le Règlement des Assemblées porte sur des mesures concernant le fonctionnement interne du Conseil communautaire et qui ont pour objet de préciser les modalités de détails de ce fonctionnement.

L'article L 2121-8 du CGCT pose le principe, qu'après toute nouvelle élection du Conseil communautaire, ce dernier établit, dans un délai de 6 mois, son règlement intérieur.

Le présent règlement peut faire l'objet d'un recours devant le juge administratif.

Il pourra faire l'objet de modifications ultérieures adoptées par le Conseil communautaire à la majorité de ses membres.